

Collège Jean Rostand à Marquise -
Reconstruction du collège sur site -
(Relance du lot n°6 : peintures - sols
souples suite à infructueux).

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n° 202562M0944

Procédure adaptée ouverte
Articles R2123-1 1° et 2° - Petits lots
Code de la commande publique

Date et heure limite de remise des plis : 22/07/2025 à 16 heures

Les candidats doivent déposer leurs plis par voie électronique.

Seul le candidat informé que son offre est retenue devra signer l'Acte d'Engagement au moyen d'un certificat de signature électronique valide.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'obtention d'un certificat peut prendre plusieurs semaines.

1. OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Pouvoir adjudicateur : Conseil départemental du Pas-de-Calais
Adresse :
Hôtel du Département
Rue Ferdinand Buisson
62018 Arras Cedex 9
Téléphone : 03 21 21 67 31
Plateforme de dématérialisation : <https://marchespublics596280.fr>

Coordonnées du Maître d'œuvre :

COAST ARCHITECTES (Mandataire du Groupement) - 38, Route de la Trésorerie - 62126 WIMILLE
AADA DELANNOY - 102, Rue des Pipôts - 62200 BOULOGNE SUR MER
JLL Ingénierie - SAS Immeuble Swam – 101 avenue le Corbusier - 59000 Lille
ESER Sarl - 38 route de la Trésorerie - 62126 WIMILLE
V2R - 48Bis, Route de Desvres - 62280 ST MARTIN BOULOGNE
DIAGOBAT SAS - 23, Boulevard Van Gogh - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ
GAMME A - 59, Rue Baudimont - 62000 ARRAS
CODESS 2.0 - 2 bis rue du Blanc Mont - 62142 COLEMBERT
QUALICONSULT SECURITE - 412, Rue Paquette - 6231 COQUELLES
BECQUART Economistes et Ingénieurs associés - 127, Place du Général de Gaulle - 59850 NIEPPE
EMA - 52, Rue du Cœur Joyeux - 59200 TOURCOING

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Collège Jean Rostand à Marquise - Reconstruction du collège sur site. (Relance du lot n°6 Peinture – sols souples suite à infructueux).

Lot N°	Code CPV
Lot 1- Gros œuvre étendu	Lot attribué
Lot 2 – Couverture Etanchéité	Lot attribué
Lot 3 - Menuiseries extérieures - façades - serrurerie	Lot attribué
Lot 4 - Menuiseries intérieures - plâtrerie - faux plafonds	Lot attribué
Lot 5 - Carrelages - faïences	Lot attribué
Lot 6 - Peintures - sols souples	CPV : 44112200-0 - Revêtements de sol CPV : 45442100-8 - Travaux de peinture
Lot 7 - Electricité	Lot attribué
Lot 8 - Chauffage - ventilation - plomberie	Lot attribué

Lot 9 - VRD	Lot attribué
Lot 10 - Espaces verts	Lot attribué
Lot 11 - Equipements de cuisine	Lot attribué
Lot 12 - Planchers chauffants	Lot attribué
Lot 13 – Géothermie	Lot attribué

A titre indicatif, les prestations débuteront à compter de novembre 2025.

L'attention des candidats est attirée sur la mise en œuvre d'éléments à caractère social dans les conditions d'exécution du marché, en application de l'article L 2112-2 du Code de la Commande Publique et définis au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PROFESSIONNELLE

Le Conseil départemental du Pas-de-Calais, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion et les discriminations, a décidé de faire application de l'article L 2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion professionnelle.

Cette clause est applicable aux lots identifiés au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Chaque opérateur économique qui se verra attribuer un marché, devra réaliser une action d'insertion professionnelle qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion professionnelle.

Rappel de l'article L 2112-2 du Code de la Commande Publique:

« Les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution peuvent prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, à l'environnement, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations. ».

Le Conseil Départemental du Pas-de-Calais a mis en place une assistance spécifique qui doit permettre aux titulaires qui le souhaitent d'être accompagnés dans la bonne compréhension et mise en œuvre de ce dispositif. A ce titre, figurent au Cahier des Clauses Administratives Particulières, les coordonnées du facilitateur ou facilitatrice des clauses sociales.

Attention : Les candidats ne sont pas autorisés à présenter dans leur offre des réserves sur la clause sociale obligatoire d'insertion professionnelle.

■ **Forme du contrat**

Marché ordinaire de travaux

■ **Allotissement :**

Les prestations de la consultation initiale 202462M02904 étaient décomposées en **13 lots**.

La présente consultation concerne la relance du lot n°6 Peintures - sols souples.

Lot 1 - Gros œuvre étendu **Lot attribué**
Lot 2 - Couverture - étanchéité **Lot attribué**
Lot 3 - Menuiseries extérieures - façades – serrurerie **Lot attribué**
Lot 4 - Menuiseries intérieures - plâtrerie - faux plafonds **Lot attribué**
Lot 5 - Carrelages – faïences **Lot attribué**
Lot 6 - Peintures - sols souples
Lot 7 – Electricité **Lot attribué**
Lot 8 - Chauffage - ventilation – plomberie **Lot attribué**
Lot 9 – VRD **Lot attribué**
Lot 10 - Espaces verts **Lot attribué**
Lot 11 - Equipements de cuisine **Lot attribué**
Lot 12 - Planchers chauffants **Lot attribué**
Lot 13 – Géothermie **Lot attribué**

■ **Durée du marché - délais d'exécution :**

Les règles concernant la durée du marché sont fixées dans l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être changées.

■ **Modalités de financement et de paiement :**

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Budget départemental - Mandat administratif
- Délai global de paiement de 30 jours.

La forme des prix du marché est la suivante : Révisable

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ **Procédure de passation :**

Procédure adaptée ouverte - Articles R2123 -1 1° et 2° - Petits lots Code de la commande publique.

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Forme juridique de l'attributaire :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R 2142-21 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements, conformément à l'article R 2142-21 du Code de la Commande Publique.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R 2142-24 du Code de la Commande Publique.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique :**

Le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante: <https://marchespublics596280.fr> ou <http://www.pasdecalais.fr/Vos-demarches-en-ligne/Marches-Publics>.

L'identification des opérateurs économiques pour accéder au dossier de consultation n'est pas obligatoire.

Toutefois, le Département du Pas-de-Calais souhaite attirer l'attention des candidats sur le fait que s'identifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permet aux soumissionnaires d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.

■ **Echanges électroniques :**

Dans le cadre de la consultation, le pouvoir adjudicateur communique de façon électronique via la plateforme de dématérialisation avec le soumissionnaire (courriers de réclamation des justificatifs de la candidature, courriers de réclamation des pièces fiscales et sociales, envoi du marché, courrier de rejet, etc.). En conséquence, les candidats préciseront, lors de la remise de leur offre, une adresse mail accessible et consultable.

L'adresse mail qui sera utilisée sera celle qui figurera au DC1.

■ **Dossier de consultation :**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

-	
1.	PIECES ADMINISTRATIVES
N°Pièce	TITRE
1.1	Le règlement de la consultation et ses annexes
1.2	Acte engagement
1.3	CCAP
1.4	Annexe 1 Charte chantier faibles nuisances
1.5	Annexe 2 Note organisationnelle
1.6	Cadre de réponse Lot 6
1.7	Guide de la signature électronique
1.8	DC1 vierge
1.9	DC2 vierge
1.10	DC4 vierge version 2024

2. CCTC CCTP

2.1. CCTC LIMITES DE PRESTATION BIM

N°Pièce	TITRE
2.1.1	CCTC
2.1.2	Limites de prestations
2.1.3	Convention BIM
2.1.4	Protocole BIM
2.1.5	Conditions ADEME géothermie

2.2 CCTP

N°Pièce	TITRE
2.2.1	LOT1 GO étendu
2.2.2	LOT2 COUVERTURE ETANCHEITE
2.2.3	LOT3 MEN.EXT SERRURERIE FACADES
2.2.4	LOT4 PLATRE.MEN.INT FAUX PLAFONDS
2.2.5	LOT5 CARRELAGE FAIENCE
2.2.6	LOT6 PEINTURE.SOLS COLLES
2.2.7	LOT7 ELECTRICITE
2.2.8	LOT8 CHAUFF.VENTIL.PLOMBERIE
2.2.9	LOT9 VRD
2.2.10	LOT 10 ESPACES VERTS
2.2.11	LOT11 EQUIPEMENT DE CUISINE

2.2.12	LOT 12 PLANCHER CHAUFFANT
2.2.13	LOT 13 GEOTHERMIE
3.	DPGF
N°Pièce	TITRE

3.6 LOT6 PEINTURE.SOLS COLLES

4. PIECES TECHNIQUES

4.1 PLANS EXISTANT

N°Pièce	TITRE
4.1.1	Plan Topographique existant
4.1.2	Externat Existant aile sud RDC
4.1.3	Externat Existant aile sud R1
4.1.4	Externat Existant aile sud R2
4.1.5	Externat Existant Toitures
4.1.6	SEGPA Existant
4.1.7	Logement gardien
4.1.8	Local carton
4.1.9	Facade cour d honneur existante
4.1.10	Facade technique existante
4.1.11	Externat
4.1.12	Externat
4.1.13	SEGPA
4.1.14	SEGPA
4.1.15	Logement gardien
4.1.16	Logement gardien
4.1.17	Local carton
4.1.18	Local vélo
4.1.19	Salle de sport
4.1.20	Masterplan

4.2 ETUDES DE SOL

N°Pièce	TITRE
4.2.1	G1 PGC
4.2.2	G2 AVP

- 4.2.3 G2 PRO
- 4.2.4 Relevés piézométriques
- 4.2.5 Qualité eaux de nappes

4.3 DIAGNOSTICS PREALABLES

- | N°Pièce | TITRE |
|---------|-------------------------------|
| 4.3.1 | DAAD Ext Sud DP |
| 4.3.2 | DAAD Ext Nord Noyau |
| 4.3.3 | DAAD Toitures Ext DP |
| 4.3.4 | DAAD Ext extérieurs |
| 4.3.5 | DAAD SEGPA |
| 4.3.6 | Forage test géothermie |
| 4.3.7 | Diag plomb Externat |
| 4.3.8 | Diag plomb SEGPA |
| 4.3.9 | Diag solidité |
| 4.3.10 | Diag structure |
| 4.3.11 | Reconnaissance structurelle |
| 4.3.12 | Diag accessibilité handicapée |
| 4.3.13 | Diag PEMD |
| 4.3.14 | Diag sols pollués |
| 4.3.15 | Vérif ascenseur |

4.4 PRESCRIPTIONS ARCHEOLOGIQUES

- 4.4.1 Prescriptions archéologiques

4.5 CONCESSIONAIRES DT

- | N°Pièce | TITRE |
|---------|-------------|
| 4.5.1 | DT MAIRIE 1 |
| 4.5.2 | DT MAIRIE 2 |
| 4.5.3 | RDT MAIRIE |
| 4.5.4 | DT AXIONE |
| 4.5.5 | RDT AXIONE |
| 4.5.6 | DT GRDF |
| 4.5.7 | RDT GRDF |
| 4.5.8 | DT VEOLIA |
| 4.5.9 | RDT VEOLIA |

4.5.10	DT ORANGE
4.5.11	RDT ORANGE
4.5.12	DT CCT2C
4.5.13	RDT CCT2C
4.5.14	DT ENEDIS
4.5.15	RDT ENEDIS
4.5.16	DT EMPRISE
4.5.17	DT RESUME
4.5.18	NOTICE

4.6 RESEAUX

N°Pièce	TITRE
4.6.1	Rapport inspection télévisée
4.6.2	Rapport de détection
4.6.3	Détection tous réseaux
4.6.4	Détection assainissement
4.6.5	Plan de détection

4.7 NOTES TECHNIQUES

N°Pièce	TITRE
4.7.1	Notice SSI
4.7.2	Notice sismique
4.7.3	ACV
4.7.4	Rapport mesures sonores
4.7.5	Note acoustique
4.7.6	Etude éclairnement
4.7.7	DLE
4.7.8	Etude Photovoltaïque
4.7.9	Incidence Natura 2000

4.8 ATTENTES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

4.8.1	Note environnementale
4.8.2	STD
4.8.3	Calcul RE 2020
4.8.4	Calcul RT 2012
4.8.5	Calcul RT Existant
4.8.6	Calcul RE2020 logements

4.8.7	FLJ
4.9 RICT	
4.9	RICT
4.10 PGC	
4.10.1	PGCSPS
4.10.2	Projet règlement CISSCT
4.11 RECEPISSE ET AUTORISATIONS	
4.11.1	Arrêté permis de construire
4.11.2	Arrêté permis de démolir
4.11.3	Note Architecture
4.11.4	Note Sécurité
4.11.5	Note Accessibilité
4.11.6	Arrêté DDTM environnement
4.11.7	Récepissé DLE
4.12 OPC	
4.12.1	Carnet de phasage
4.12.2	Planning travaux
4.12.3	Note méthodologique
4.13 TABLEAU DE SURFACES	
4.13	Tableau des surfaces
5.	PIECES GRAPHIQUES
5.1 EXTERIEURS VRD	
N°Pièce	TITRE
5.1.1	Plan masse altimétrique
5.1.2	Plan ensemble réseaux
5.1.3	Plan réseaux divers
5.1.4	Plan assainissement EU EP
5.1.5	Plan espaces verts et VRD
5.1.6	Coupes de principe VRD
5.1.7	Détails espaces verts VRD
5.1.8	Plan masse logements
5.1.9	Plan état existant
5.2 TOITURES	
N°Pièce	TITRE

5.2.1 Toitures Externat DP

5.2.2 Toitures SEGPA

5.2.3 Toitures Logements

5.2.4 Toitures Préau

5.3 PLANS DE NIVEAUX

N°Pièce	TITRE
---------	-------

5.3.1	RDC Externat
--------------	--------------

5.3.2	RDC DP
--------------	--------

5.3.3	R1 Externat
--------------	-------------

5.3.4	R2 Externat
--------------	-------------

5.3.5	RDC RDJ SEGPA
--------------	---------------

5.3.6	RDC Logements
--------------	---------------

5.3.7	R1 Logements
--------------	--------------

5.3.8	TNV Carport garage
--------------	--------------------

5.4 PLANS DE REPERAGE

N°Pièce	TITRE
---------	-------

5.4.1	Sols RDC Ext DP
--------------	-----------------

5.4.2	Sols R1 Ext
--------------	-------------

5.4.3	Sols R2 Ext
--------------	-------------

5.4.4	Sols SEGPA
--------------	------------

5.4.5	Sols Logements
--------------	----------------

5.4.6	Chapes RDC Ext DP
--------------	-------------------

5.4.7	Chapes R1 Ext
--------------	---------------

5.4.8	Chapes R2 Ext
--------------	---------------

5.4.9	Chapes RDC RDJ SEGPA
--------------	----------------------

5.4.10	Plafonds RDC Externat
---------------	-----------------------

5.4.11	Plafonds RDC DP
---------------	-----------------

5.4.12	Plafonds R1 Ext
---------------	-----------------

5.4.13	Plafonds R2 Ext
---------------	-----------------

5.4.14	Plafonds SEGPA
5.4.15	Plafonds Lgt
5.4.16	Murs RDC Ext
5.4.17	Murs RDC DP
5.4.18	Murs R1 Ext
5.4.19	Murs R2 Ext
5.4.20	Murs RDC RDJ SEGPA
5.4.21	Murs RDC R1 Lgt

5.5 FACADES

N°Pièce	TITRE
5.5.1	Facades rue Ext DP
5.5.2	Facades cour Ext DP
5.5.3	Facades SEGPA
5.5.4	Facades BA Lgt A
5.5.5	Facades BA Lgt B

5.6 COUPES

N°Pièce	TITRE
5.6.1	Coupe long. Ext
5.6.2	Coupes trans. Ext
5.6.3	Coupes DP
5.6.4	Coupes SEGPA
5.6.5	Coupe Lgt

5.7 CARNETS DETAILS

N°Pièce	TITRE
5.7.1	Details architecturaux
5.7.2	Nomenclature Ext.
5.7.3	Nomenclature Int.
5.7.4	Carnet Ambiances Intérieures
5.7.5	Carnet de signalétique

5.8 FONDATIONS GO

N°Pièce	TITRE
5.8.1	Nvx de plateformes
5.8.2	Hypothèses de calcul
5.8.3	Fondations Ext Sud
5.8.4	Fondations Ext Nord
5.8.5	Fondations DP
5.8.6	Rsx sous dalle
5.8.7	PI Ht RDC Ext Sud
5.8.8	PI Ht RDC Externat Nord
5.8.9	PI Ht RDC DP
5.8.10	PI Ht R1 Externat Sud
5.8.11	PI Ht R1 Externat Nord
5.8.12	PI Ht R2 Externat Sud
5.8.13	PI Ht R2 Externat Nord
5.8.14	Rep. charges exploit. Ext
5.8.15	Coupes
5.8.16	Charpente
5.8.17	Ossature metal
5.8.18	VS DP
5.8.19	Fondations préau
5.8.20	PI Haut RDC préau
5.8.21	Coupe préau
5.8.22	Fondations SEGPA
5.8.23	PI Ht RDJ SEGPA
5.8.24	PI Ht RDC SEGPA
5.8.25	Coupe SEGPA
5.8.26	Rep. charges exploit. SEGPA
5.8.27	Plans Coupes BA
5.8.28	Fondations LGT
5.8.29	PI Ht R0 LGT
5.8.30	PI Ht R1 LGT
5.8.31	Coupes LGT
5.8.32	Rep. charges d'exploit. LGT

5.9 DEMOLITIONS

N°Pièce	TITRE
5.9.1	Travaux noyau central
5.9.2	Travaux toiture noyau central
5.9.3	Démolition SEGPA

5.10 CHAUFFAGE VENTILATION

N°Pièce	TITRE
5.10.0	Schéma de principe CVP
5.10.1	Ventil. RDC Ext DP
5.10.2	Ventil. R1 Ext DP
5.10.3	Ventil. R2 Ext DP
5.10.4	Chauff. RDC Ext DP
5.10.5	Chauff. R1 Ext DP
5.10.6	Chauff. R2 Ext DP
5.10.7	CVC Terrasses Ext DP
5.10.8	CVC RDJ SEGPA
5.10.9	CVC RDC SEGPA
5.10.10	CVC Terrasses SEGPA
5.10.11	Synoptique GTB
5.10.12	CVC RDC R1 TT BA LOG
5.10.13	Réseaux extérieurs CVP
5.10.14	Cloisonnement Demi pension

5.11 PLOMBERIE

N°Pièce	TITRE
5.11.0	Plomb. Rsx hydrau gaz VS DP
5.11.1	Plomb. RDC Ext DP
5.11.2	Plomb. R1 Ext DP
5.11.3	Plomb. R2 Ext DP
5.11.4	Plomb. Terrasses Ext DP
5.11.5	Plomb. RDJ SEGPA
5.11.6	Plomb. RDC SEGPA
5.11.7	Plomb. Terrasses SEGPA
5.11.8	Plomb. RDC R1 BA LOG

5.12 ELECTRICITE

N°Pièce	TITRE
---------	-------

5.12.0	CFO CFA VS DP
5.12.1	Bilan de puissance électrique
5.12.2	Synoptique CFA
5.12.3	CFO CFA RDC Ext DP
5.12.4	CFO CFA R1 Ext DP
5.12.5	CFO CFA R2 Ext DP
5.12.6	CFO CFA RDC SEGPA
5.12.7	CFO CFA RDJ SEGPA
5.12.8	Compartimentage et Détection
5.12.9	Zones d'influences VDI
5.12.10	Synoptique VDI
5.12.11	Synoptique BT
5.12.12	Zones influence BT
5.12.13	Champs de vision vidéosurveillance
5.12.14	CFO CFA RDC R1 BA LOG
5.12.15	Plan masse sécurité

5.13 CUISINE

N°Pièce	TITRE
5.13.1	Amgt DP
5.13.2	Amgt cuisine SEGPA
5.13.3	Amgt terrasse DP

6.1 REVIT ARCHI STRUCTURE

N°Pièce	TITRE
	ARC_BA
	ARC_EXTDP
	ARC_PREAU
	ARC_SEGPA
	STR_BA
	STR_EXT DP
	STR_PREAU
	STR_SEGPA
	BMG_REF

6.2 REVIT TECHNIQUE CVP

	CVP_BA
	CVP_EXTDP
	CVP_SEGPA
6.3	REVIT TECHNIQUE ELEC
	ELE_BA
	ELE_EXTDP
	ELE_SEGPA
7	IFC
	ARC_BA
	ARC_EXTDP
	ARC_PREAU
	ARC_SEGPA
	STR_BA
	STR_EXT DP
	STR_PREAU
	STR_SEGPA
	CVP_BA
	CVP_EXTDP
	CVP_SEGPA
	ELE_BA
	ELE_EXTDP
	ELE_SEGPA
8	DWG
	5.1.8 Plan masse lgt
	5.2.1 Toiture Externat DP
	5.2.2 Toitures SEGPA
	5.2.3 Toiture logements
	5.2.4 Toitures préau
	5.3.1 RDC Ext
	5.3.2 RDC DP
	5.3.3 R1 Externat
	5.3.4 R2 Externat
	5.3.5 RDC RDJ SEGPA
	5.3.6 RDC Lgt

5.3.7 R1 Lgt
5.3.8 TNV Carport Garage
5.5.1 Facades rue Ext DP
5.5.2 Facades cour Ext DP
5.5.3 Facades SEGPA
5.5.4 Facades BA Lgt A
5.5.5 Facades BA Lgt B
5.6.1 Coupe long. Ext
5.6.2 Coupes trans. Ext
5.6.3 Coupes DP
5.6.4 Coupes SEGPA
5.6.5 Coupe lgt
5.8.1 NVX DE PLATEFORMES
5.8.3 FONDATIONS EXT SUD
5.8.4 FONDATIONS EXT NORD
5.8.5 FONDATIONS DP
5.8.6 RSX SOUS DALLE
5.8.7 PL HT RDC EXT SUD
5.8.8 PL HT RDC EXT NORD
5.8.9 PL HT RDC DP
5.8.10 PL HT R1 EXT SUD
5.8.11 PL HT R1 EXT NORD
5.8.12 PL HT R2 EXT SUD
5.8.13 PL HT R2 EXT NORD
5.8.14 Rep, charge exploit, Ext
5.8.15 COUPES
5.8.16 CHARPENTE
5.8.17 OSSATURE METAL
5.8.18 VS DP
5.8.19 FONDATIONS PREAU
5.8.20 PL HAUT RDC PREAU
5.8.21 COUPE PREAU
5.8.22 FONDATIONS SEGPA
5.8.23 PL HT RDJ SEGPA

5.8.24 PL HT RDC SEGPA
 5.8.25 COUPE SEGPA
 5.8.26 REP CHARGE EXPLOIT SEGPA
 5.8.27 PLANS COUPES BA
 5.8.28 FONDATIONS LGT
 5.8.29 PL HT R0 LGT
 5.8.30 PL HT R1 LGT
 5.8.31 COUPES LGT
 5.8.32 REP CHARGES EXPLOIT LGT
 5.10.1 VENTIL. RDC EXTERNAT DP
 5.10.2 VENTIL. R1 EXT DP
 5.10.3 VENTIL. R2 EXT DP
 5.10.4 CHAUF. RDC EXTERNAT DP
 5.10.5 CHAUF. R1 EXTERNAT DP
 5.10.6 CHAUF. R2 EXTERNAT DP
 5.10.7 CVC TERRASSES EXTERNAT DP
 5.10.8 CVC RDJ SEGPA
 5.10.9 CVC RDC SEGPA
 5.10.10 CVC TERRASSES SEGPA
 5.10.12 CVC RDC R1 TT BA
 5.11.0 PLOMB. RESEAUX HYDRO GAZ VS DP
 5.11.1 PLOMB. RDC EXTERNAT DP
 5.11.2 PLOMB. R1 EXTERNAT DP
 5.11.3 PLOMB. R2 EXTERNAT DP
 5.11.4 PLOMB. TERRASSES EXTERNAT DP
 5.11.5 PLOMB. RDJ SEGPA
 5.11.6 PLOMB. RDC SEGPA
 5.11.7 PLOMB. Terrasses SEGPA
 5.11.8 PLOMB. RDC R1 BA
 5.1.1 PLAN MASSE ALTIMETRIE
 5.1.2 PLAN D'ENSEMBLE DES RSX
 5.1.3 PLAN DES RSX DIVERS
 5.1.4 PLAN D'ASSAINISSEMENT EU EP

ARC_EXTDP
ARC_PREAU
ARC_SEGPA
STR_EXTDP
STR_LGT
STR_PREAU
STR_SEGPA
BMG_REF
CVP_BA
CVP_EXTDP
CVP_SEGPA
ELE_BA
ELE_EXTDP
ELE_SEGPA

Modification du dossier de consultation :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer **au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres** des modifications de détail sur le dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché. Le pouvoir adjudicateur informera alors tous les candidats dans les dispositions respectueuses du principe d'égalité.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié. Si la date limite pour la remise des offres est reportée, alors la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Remise des plis par voie électronique :

Les candidats doivent déposer leurs plis par voie électronique à l'adresse suivante :
<https://marchespublics596280.fr> ou
<https://www.pasdecalsais.fr/Vos-demarches-en-ligne/Marches-Publics>.

Il est recommandé pour le nommage des documents transmis, de ne pas utiliser d'accent, de symbole, et de les nommer en utilisant le moins de caractères possibles, ceci afin de ne pas perturber ou rendre impossible leur ouverture.

Remarque : Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat pour un même lot, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier (Voir modalités en annexe).

■ Contenu des plis :

➤ Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

- Les documents relatifs à la candidature ;
- Les documents relatifs à l'offre.

➤ Contenu de la candidature

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
(DC1) Lettre de candidature	Lettre de candidature (DC1) dernière version en vigueur
(DC2) Déclaration du candidat	Déclaration du candidat (DC2) dernière version en vigueur
Moyens humains	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années.
Outillage, matériel et équipement technique	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont dispose le candidat pour la réalisation de marchés de même nature.
Références Travaux	Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des DC1 et DC2 aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles. Dans ce cas, les candidats ne peuvent pas se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises. Ils doivent fournir tous les justificatifs exigés pour la présentation des candidatures.

Les formulaires DC sont téléchargeables sur le site suivant :

- <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Capacités des autres opérateurs économiques invoqués à l'appui de la candidature :

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, l'opérateur économique devra joindre les mêmes documents que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur, hormis le DC1 pour le cotraitant.

Afin de satisfaire à ces obligations, le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou d'établissement.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Conformément à l'article R 2144-7 du Code de la Commande Publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur. Concernant l'attestation fiscale, celle-ci devra dater de moins d'un mois (situation au dernier jour du mois précédent la demande) Ainsi qu'une attestation d'assurance de responsabilité décennale conformément à l'article L.241.1 du code des Assurances lorsque celle-ci est requise conformément à l'article L243-1-1 du même code.

➤ Contenu de l'offre :

NB : l'acte d'engagement ne sera requis que du candidat retenu. Il n'est donc pas demandé de le remettre au moment de la remise de l'offre.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
DPGF	La Décomposition du prix global et forfaitaire, cadre ci-joint à accepter et compléter intégralement sans modification
Cadre de réponse technique	Cadre de réponse : éléments à compléter conformément au jugement des offres. En cas de groupement, le candidat fournira un seul et même cadre de réponse reprenant ses éléments et ceux de son(ses) cotraitant(s). Dans le cas où plusieurs cadres de réponse seraient remis dans l'offre, seul le cadre de réponse du mandataire sera pris en compte pour l'analyse des offres.

■ **Langue de rédaction des propositions :**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

■ **Unité monétaire :**

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro.

■ **Visite des lieux ou consultation sur place de documents :**

Dans le cadre de la préparation de leur réponse, les candidats **peuvent** procéder à une visite sur site. Cette visite n'est pas obligatoire mais les candidats ne pourront ultérieurement se prévaloir de ne pas avoir pu correctement apprécier les travaux à exécuter.

Personne à contacter :

Etienne KALETA
Chef de Projets - Service des Grands Travaux
Pôle Aménagement et Développement Territorial
Direction de l'Immobilier

Les demandes de visites se feront uniquement par mail à l'adresse ci-dessous :
kaleta.etienne@pasdecalais.fr

4. JUGEMENTS DES OFFRES

■ **Admission des candidatures : Garanties professionnelles, techniques et financières**

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R 2142-1 à 2142-14, de l'article R 2142-25, et des articles R 2143-3 et R 2143-16 du Code de la Commande Publique ou qui ne sont pas

accompagnées des pièces mentionnées au paragraphe « contenu des plis / contenu de la candidature » du présent règlement ou qui ne présentent pas des garanties techniques professionnelles et financières suffisantes eu égard à l'objet du marché ne sont pas admises.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'accorder un délai supplémentaire aux candidats pour produire les éléments manquants.

Au-delà de ce délai et à défaut de production des éléments manquants, la candidature sera jugée irrecevable (articles R 2144-1 à R 2144-7 du Code de la Commande Publique).

■ **Critères de jugement des offres :**

L'analyse des offres se fait selon les critères pondérés suivants, où chaque entreprise se voit attribuer une note sur 100 points :

Critères de jugement des offres	Pondération
Prix : Le calcul des points par sera déterminé sur la base de la formule : $Nb \text{ de points} = ((80 \times \text{montant offre mini} / \text{montant offre}))$.	80
Valeur technique et environnementale : Pertinence des éléments remis par le candidat dans le cadre de réponse technique CHAPITRE I : Organisation des moyens humains affectés à ce chantier : (4 points) a) Nom et fonction du personnel d'encadrement en capacité de prendre des décisions en réunion de chantier. (2 points) b) Nom et fonction du personnel d'encadrement en capacité de prendre des décisions en réunion de synthèse BIM. (2 points) CHAPITRE II Sécurité du chantier et méthodologie de réalisation des travaux (10 points) a) Le candidat décrira ce qu'il s'engage à mettre en œuvre sur ce chantier en terme de sécurité pour les compagnons, en précisant à minima : (3 points) <ul style="list-style-type: none"> - EPI - Moyens d'accès pour travail en hauteur - Formation des compagnons, type premier secours b) Le candidat décrira sa méthodologie de réalisation des travaux au regard des contraintes du chantier (site et phasage). (3 points) c) Le candidat décrira les modalités et délais pour répondre aux observations du bureau de contrôle et de l'équipe de maîtrise d'œuvre et diffuser de nouveaux plans. (2 points) d) Le candidat décrira les moyens mis en place pour protéger ses ouvrages et équipements neufs après leur pose et cela jusqu'à la réception. (2 points) CHAPITRE III Gestion des déchets, des nuisances et protection de l'environnement	20

<p>(6 points)</p> <p>a) Le candidat décrira ce qu'il s'engage à mettre en œuvre sur ce chantier en terme de gestion des déchets. (2 points)</p> <p>b) Le candidat décrira ce qu'il s'engage à mettre en œuvre sur ce chantier pour pallier les différentes nuisances qu'il créera. (2 points)</p> <p>c) Le candidat décrira ce qu'il s'engage à mettre en œuvre sur ce chantier en termes de protection de l'environnement. (2 points)</p> <p>Chaque point de ces sous-critères sera noté de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucun point : le candidat ne répond pas à la question ou la traite de façon totalement inadaptée - La moitié des points : le candidat répond partiellement à la question sans tenir compte des spécificités du chantier. - La totalité des points : le candidat répond parfaitement à la question en tenant compte des spécificités du chantier. 	
--	--

Critère n°1 : Prix (80 points)

L'offre économiquement la plus avantageuse pour la Maîtrise d'ouvrage (en € H.T.) se verra attribuer la note maximale de **80**. Les autres offres se verront attribuer une note suivant la formule ci-dessous (note arrondie à 2 décimales : si la 3ème décimale est inférieure à 5, l'arrondi s'effectue au centième inférieur, si la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, l'arrondi s'effectue au centième supérieur) :

Note attribuée = **80** x (montant offre mini / montant offre du candidat).

Critères 2 (Valeur technique et environnementale) (20 points)

Le cadre de réponse technique du candidat devra être complété, sans modification de l'ordre des sous-critères.

En cas de groupement, le candidat fournira un seul et même cadre de réponse reprenant ses éléments et ceux de son(ses) cotraitant(s). Dans le cas où plusieurs cadres de réponses sont remis dans l'offre, seul le cadre de réponse du mandataire sera pris en compte pour l'analyse des offres.

Conformément aux articles R 2152-3 à R 2152-5 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Conformément aux articles R 2151-5 et L 2152-1 à L 2152-6 du Code de la Commande Publique, sont écartées et non analysées les offres arrivées hors délais, les offres inappropriées (sans rapport avec les besoins du pouvoir adjudicateur), les offres irrégulières (incomplètes et/ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation ou méconnaissance de la législation) ou inacceptables (offre supérieure au budget alloué), ainsi que les offres dont le caractère anormalement bas n'est pas justifié ou est établi.

Sur la base de critères énoncés ci-dessus, le représentant du pouvoir adjudicateur, choisit l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la

décomposition du prix global forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

■ **Négociations :**

A l'issue de l'étude des offres, l'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les 3 premiers candidats classés. Les offres arrivées hors délais et les offres inappropriées seront écartées sans être analysées.

La négociation se déroulera selon les modalités définies via le profil acheteur et pourront porter sur tous les aspects de l'offre, tant financier que technique et ce dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats sélectionnés pour la négociation.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

■ **Signature des documents en fin de procédure :**

Seul le candidat informé que son offre est retenue devra signer le contrat,

Dans ce cas, l'acte d'engagement devra être daté et signé par le représentant qualifié de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaire du marché.

L'acte d'engagement devra être signé, de préférence via la plateforme de dématérialisation (<https://marchespublics596280.fr>) et au moyen d'un certificat de signature valide au format électronique PADES (signature « enveloppée » dans le document PDF).

Une signature manuscrite scannée ne sera pas acceptée car n'a aucune valeur juridique.

Dans le cadre de la signature électronique, les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1366 et 1367 du Code civil. Cela concerne également les éventuels sous-traitants qui signeront électroniquement l'acte spécial de sous-traitance.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

■ **Renseignements administratifs et techniques :**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres. Cette demande devra être effectuée sur la plateforme de dématérialisation : <https://marchespublics596280.fr>.

Une réponse leur sera adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

■ **Instances chargée des procédures de recours :**

Tribunal administratif de Lille. 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039
59014 Lille Cedex
Téléphone : 03 59 54 23 42
Télécopie : 03 59 54 24 45
URL : <http://lille.tribunal-administratif.fr>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Grefe du Tribunal administratif de Lille. 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039

59014 Lille Cedex

Téléphone : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

URL : <http://lille.tribunal-administratif.fr>

Cette juridiction peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

ANNEXE RELATIVE A LA DEMATERIALISATION

Les échanges d'informations intervenant dans le cadre de cette consultation font l'objet d'une transmission par voie électronique.

ARTICLE 1 : MODALITES DE TELECHARGEMENT DU DCE

1.1) Le Dossier de consultation est disponible et téléchargeable gratuitement sur le site Internet : <https://marchespublics596280.fr>

1.2) Afin de décompresser et lire les documents mis en ligne par la personne publique, les soumissionnaires doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

.zip
.docx (Word)
.xlsx (Excel)
.pdf

ARTICLE 2 : MODALITES DE TRANSMISSION DES OFFRES PAR VOIE DEMATERIALISEE

2.1) La procédure de dépôt des plis : elle est détaillée sur le site <https://marchespublics596280.fr>
Pour les pré-requis techniques merci de vous référer aux indications figurant à la rubrique "pré-requis" de la plateforme.

2.2) Signature électronique :

Seul le candidat informé que son offre est retenue devra signer le contrat.

L'acte d'engagement devra être daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaire du marché.

Dans le cadre de la signature électronique, les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature selon les exigences posées aux articles 1366 et 1367 du Code civil.

Attention, l'obtention d'un certificat peut prendre plusieurs semaines.

2.2.1) Exigences quant au certificat :

Ce certificat doit être conforme au règlement eIDAS.

Il appartient au candidat de s'assurer que son certificat est conforme au règlement Eidas.

Si le certificat utilisé n'est pas référencé sur une liste de confiance, le candidat doit fournir :

1°) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé :

- a) preuve de la qualification de l'Autorité de certification ou compte-rendu d'audit,
- b) politique de certification,
- c) adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification par le pays d'établissement,
- d) etc.

2°) les outils techniques de vérification du certificat :

- a) chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine,

- b) adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats (CRL).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

2.2.2) Exigences quant à l'outil de signature

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plateforme du Département, il doit :

- 1°) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2°) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ainsi, le signataire doit transmettre les éléments suivants :

- 1°) Indication du format de signature utilisé :
 - a) format technique (XAdES, CAdES ou PAdES),
 - b) mode d'accès à la signature ("signature enveloppée" ou "signature détachée"),
 - c) extension du fichier informatique du jeton de signature en cas de signature détachée (ex: extension "*.xml").
- 2°) Indication de l'outil de signature utilisé :
 - a) nom de l'outil,
 - b) éditeur,
 - c) description succincte (ex : site Internet de présentation)
- 3°) Indication de l'outil de vérification de signature correspondant, devant être accessible par l'acheteur public :
 - a) lien internet de récupération de l'outil ou fourniture de l'outil lui-même
 - b) notice d'utilisation en langue française
 - c) présentation de l'installation : type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.
 - d) procédure de vérification alternative en cas d'installation ou de vérification impossible pour l'acheteur : contact à joindre, support distant, support sur site, etc.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

2.2.3) Exigences quant à la qualité du détenteur du certificat

Ce certificat de signature doit être détenu par une personne ayant capacité à engager le soumissionnaire dans le cadre de la présente consultation. Le candidat doit fournir la délégation de pouvoir accordée au titulaire du certificat.

ARTICLE 3 : COPIE DE SAUVEGARDE

NB : La copie de sauvegarde ne se substitue pas au dépôt de l'offre par voie dématérialisée.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis dans les conditions prévues à l'article R 2132-11 du Code de la Commande Publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. Cette copie de sauvegarde doit être transmise dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Cette copie peut être présentée sur support papier ou sur support physique électronique, et remis contre récépissé, ou adressée à :

Conseil départemental du Pas-de-Calais
Pôle Ressources et Accompagnement
Direction des Achats et de la Commande Publique
Secrétariat de la DACP
126, rue d'Amiens
62018 ARRAS Cedex 09

Horaires d'ouverture du secrétariat : de 9h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h00 du lundi au vendredi hors jours fériés.

Si la copie de sauvegarde est envoyée par courrier, elle devra l'être à l'adresse sus mentionnée par pli recommandé avec accusé de réception.

La copie de sauvegarde devra porter la mention suivante :

Dénomination sociale et adresse du candidat :

Objet de la consultation : **202562M0944 - Collège Jean Rostand à Marquise - Reconstruction du collège sur site – (Relance du lot n°6 Peintures – Sols souples suite à infructueux).**

COPIE DE SAUVEGARDE

« Ouverture réservée au service destinataire »

Les copies de sauvegardes qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas retenues et seront détruites.